Nouvelles locales du lundi 19 décembre 2011

@rib News, 19/12/2011Ï Sécurité- Attaque à main armée par des hommes en uniforme sur les collines de Nyagasaka Muhanda de la zone Buruhukiro en commune Rumonge. La population affirme qu'un groupe de plus de 40 personnes a attaqué cette localité pendant la nuit du 18 au 19 décembre. Le groupe se disait du FNL et demandait une aide de 10.000Fbu par ménage. Les autorités locales affirment qu'ils étaient au nombre de 7. Le bilan est d'une personne grià vement blessée au dos par couteau et des biens volés d'une valeur dépassant 700.000Fbu. [Bonesha] - Trois membres du FNL ont été arrêtés par la police à Ngozi, deux dans avant midi et l'autre aprÃ"s-midi. Ils sont ac de collaborer avec les groupes terroristes. [Rpa] Ustice / Droits de l'Homme- Le forum regroupant les universitaires du secteur privé et public a adressé une correspondance à la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homr pour lui demander de faire tout son possible pour que les commanditaires du massacre de deux étudiants à l'Université du Burundi en octobre dernier soient poursuivis et punis. Il affirme qu'il est inadmissible que des personnes soient assassinées par la police et que les auteurs ne soient pas punis. [Rpa]- Les avocats du Burundi ont sorti un communiqué dénonçant le fait que les juges ne leur accordent plus la parole pendant les audiences publiques. Ceci dénote la volonté de vouloir A©touffer la vA©ritA© selon ce mAªme communiquA©. [Bonesha]- Selon Amnesty International, le Parlement Burundais « doit éviter de suggérer de quelque façon que ce soit la possibilité d'une amnistie pour les crimes de gu les crimes contre l'humanité et le crime de génocide », selon un communiqué de presse rendu public ce lundi Ã Bujumbura. Le Burundi doit de ne pas accorder d'amnistie ou de mesure similaire aux personnes soupçonnées d'Ãã responsables de génocide, de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre, de torture, de disparitions forcées ou d'exécutions extrajudiciaires. [Rpa]- Selon cette organisation internationale, l'avant-projet de loi actuel ne définit pas notion de pardon comme moyen Iégal. « La partie du rapport portant sur la méthodologie indique que certaines atteintes au droit international ne peuvent faire l'objet d'une amnistie, mais cette précision ne figure pas dans le projet de loi en tant que tel », souligne le communiqué de Amnesty International. [Rpa]- Selon le communiqué « La loi devrait reconnaître explicitement l'obligation du Burundi de ne pas amnistier les crimes graves relevant du droit international ». Amnesty International considà re également que « la présence d'experts internationaux en matià re de protection permettrait de renforcer l'efficacité de la Commission », contrairement au souhait énorme de la part de certains agents de l'Etat. [Rpa]Ï Education- Plus de 600 étudiants de l'Université du Burundi ont rendu public une pétition dans la demandent que la Fraternité des Etudiants de Rumuri (FER) soit dissoute puisqu'elle ne fait rien pour que ceux qui ont assassiné deux étudiants au mois d'octobre soient punis. Ils s'insurgent contre le renvoi de dix étudiants des hom universitaires qui ont osé dénoncé ce qui ne va pas sous le prétexte qu'ils sont des semeurs de désordre dans les universitaires. Ils disent que le chargé de la sécurité au campus et le directeur de la Régie des Å'uvres Universitaires dor complices de cette situation. Ils affirment qu'ils ont suspendu les représentants de cette fraternité jusqu'au renouvel des organes de la FER. Les représentants de cette fraternité affirment qu'ils vont tenir une réunion en assemblée générale au mois de janvier qui est seule est habilitée à résoudre les problà mes de la fraternité. [Rpa/Bonesha/Isanganiro] Economie- Les représentants des caféiculteurs se sont retirés du processus de privatisation de la filiÃ"re café. En effet, ils disent qu'ils ont été écartés du processus et que leurs intérêts ont été déco gouvernement. La CNAC estime que le gouvernement exclut le caf©iculteur dans le processus de privatisation de cette filiÃ"re. [Rtnb/Rpa] Coopération- Le ministÃ"re chinois de la Culture a fait au ministÃ"re burundais de la Jeunesse et de la Culture un don composé de matériel de musique et de bureau d'une valeur de 40.000 Euro. Le ministre burundais de la Jeunesse et de la Culture affirme que cela fait suite à sa visite en Chine. L'ambassadeur de Chine au Burundi a par ailleurs affirmé que le programme de langue chinoise va bientÃ′t commencer pour faciliter l'adaptation des étudiants qui vont poursuivre leurs A©tudes en Chine et les commerA§ants qui se rendent en chine pour chercher des marchandises. [Rtnb]Ï Santé- Le centre urbain de la province de Cibitoke fait face à un manque criant d'eau potable. Les infrastructures publiques telles que les hà pitaux et les écoles souffrent énormément de ce manque d'un produit de grande importance Les populations craignent la r©surgence des maladies des mains sales comme le chol©ra et la dysenterie bacillaire. [Isanganiro]- Tous les robinets sont à sec et pas d'eau potable au chef-lieu de la province de Cibitoke. Ici, nous sommes au nord-ouest du Burundi, prÃ"s de la frontiÃ"re avec la RD Congo. De nouveaux quartiers érigés un peu partout ne sont pas suffisamment alimentés en eau potable. Imaginez une belle maison, bien construite mais curieusement, ses locataires se servent encore de l'eau de marigot ! [Isanganiro]- Selon le directeur de cet hà pital, Dr Evode Nimbona, le problÃ"me majeur réside dans la faiblesse du débit d'eau fournie par la REGIDESO : « Les sanitaires, les salles de maternité, de pédiatrie et le bloc opératoire ne sont pas alimentés en eau suffisante ». Le grand risque, d'aprÃ"s ce médecin, est que les patients peuvent être contaminés par d'autres maladies dans un endroit où ils espéraient être qu©ris, constate-t-il. [Isanganiro]